

Cette armée qui dévore l'État

par Michel Lequenne

*Engels pose théoriquement le problème
que toute grande révolution
nous pose pratiquement, concrètement
et à l'échelle d'une action de masse,
à savoir :*

*le problème des détachements « spéciaux »
d'hommes armés
et « l'organisation armée autonome
de la population ».*

Lénine, *l'Etat et la Révolution*, chap. I

Définissant les caractéristiques principales de l'Etat, Engels, aussitôt après la « répartition de ses ressortissants *d'après le territoire* », définition physique et historique, mais non politique, plaçait "l'institution d'une *force publique* qui ne coïncide plus directement avec la population s'organisant elle-même en force armée. Cette force publique particulière est nécessaire, parce qu'une organisation armée autonome de la population est devenue impossible depuis la scission en classes (...). Cette force publique existe dans chaque Etat ; elle ne se compose pas seulement d'hommes armés, mais aussi d'annexes matérielles, de prisons et d'établissements pénitentiaires de toutes sortes (...). Elle peut être très insignifiante, quasi inexistante dans des sociétés où les antagonismes de classes ne sont pas encore développés et dans des régions écartées, comme c'est le cas à certaines époques et en certains lieux des Etats-Unis d'Amérique. Mais elle se renforce à mesure que les contradictions de classes s'accroissent à l'intérieur de l'Etat et que les Etats limitrophes deviennent plus grands et plus peuplés ; considérons plutôt notre Europe actuelle où la lutte des classes et la rivalité de conquêtes ont fait croître à tel point la force publique qu'elle menace de dévorer la société tout entière, et même l'Etat.» (*Origine de la famille, de la propriété privée et de l'Etat*, p. 179).

La conclusion de ce passage se réalise sous nos yeux dans des zones grandissantes du monde. Les notes qui suivent portent sur quelques-uns des aspects de ce phénomène de transformation de l'Etat par hypertrophie de sa structure

« force publique » militaro-policière. On devra les lire comme une simple tentative de soulever des problèmes peu ou pas approfondis dans leur généralité jusqu'à ce jour, et qu'il doit être urgent — si l'on en juge par la place que leur ont toujours donné les maîtres du marxisme — de prendre à bras-le-corps.

I - Contrairement à toutes, ou quasi toutes, les classes dominantes qui l'ont précédé sur l'arène du monde, la bourgeoisie n'est pas une classe militaire. Même dans ses révolutions, ce n'est que temporairement que ses représentants politiques ceignent l'épée et montent à cheval. Cromwell et Napoléon sont des parenthèses militaires à l'intérieur desquelles la bourgeoisie s'assure son essor économique avant de trouver la voie de son pouvoir politique autonome ; mais c'est en désespoir de cause qu'elle a recours à l'exercice du pouvoir par ses propres hommes armés, vite déterminés par leur propre fonction, et qui deviennent de ce fait en mesure de prélever une part trop grande du profit réalisé par la classe. Aussi, plus la bourgeoisie est forte en tant que classe, plus elle limite le pouvoir des spécialistes de la force publique. A cet égard, la différence entre la dictature de Cromwell et celle de Napoléon I^{er} est caractéristique. Encore mal structurée comme classe, la bourgeoisie anglaise du XVII^e siècle commençant doit d'abord subir l'administration des chefs militaires de la révolution que lui impose Cromwell et aura beaucoup de mal à se défendre des empiètements de cette structure ; et quand elle s'en libère, c'est pour rendre le pouvoir à la classe aristocratique, à travers un compromis. La bourgeoisie française, elle, si elle est en retard pour mener sa révolution, en a eu l'avantage d'accumuler non seulement plus de forces économiques, mais d'avoir bien plus pénétré l'appareil d'Etat de l'Ancien Régime. De ce fait, elle ne l'a pas brisé dans toutes ses structures. Beaucoup n'ont eu qu'à être adaptées. En revanche, au travers des guerres de la révolution, l'armée devra être entièrement reconstruite. Mais elle ne cessera jamais d'être subordonnée au pouvoir politique. L'institution des représentants du peuple aux armées est intéressante à cet égard (on sait que c'est cette institution qui inspira la création des commissaires de l'armée rouge), et aussi les démêlés du Comité de Salut public avec les chefs militaires trop à droite d'abord, puis trop à gauche qu'il fallut sélectionner et changer au long des guerres (en en guillotinant un certain nombre). Encore de ce point de vue, le choix de Bonaparte contre Moreau comme dictateur militaire est déterminé d'abord par la moindre autonomie du premier, par rapport au pouvoir politique et par l'illusion qu'il serait ainsi plus aisément contrôlable. L'illusion, toutefois, n'était pas si grossière que les apparences pourraient le faire croire. La réalité du pouvoir sous le Premier Empire n'appartient pas aux hommes armés mais aux représentants politico-administratifs du capital. Maréchaux et généraux pillent à l'étranger, ils placent leur argent en France et épousent les filles des possédants : les lions se changent en fourmis qui laisseront tomber le « héros » à l'heure des choix sérieux, qui fut, ne l'oublions pas, le moment où l'Empire outrepassa son rôle de bras armé des intérêts bourgeois.

Tout au long du XIX^e siècle, il n'y a de pouvoir militaire que dans les secteurs faibles de la bourgeoisie (ainsi dans l'Amérique latine de l'indépendance), encore les militaires qui occupent le devant de la scène ne sont-ils que des marionnettes dont les capitalistes tirent les ficelles en coulisse.

II - Ce schéma est brisé au XX^e siècle dans le fascisme. Les causes bien connues du phénomène (voir en particulier *Comment vaincre le fascisme*, de Trotsky, et sa préface par Ernest Mandel) confirment le propos d'Engels : « elle se renforce (la force publique) à mesure que les contradictions de classes s'accroissent ». L'Italie et l'Allemagne (puis l'Espagne dans des conditions quelque

peu différentes) voient la puissance bourgeoise diminuer en même temps que la puissance prolétarienne croît. Les difficultés de réalisation du profit obligent la grande bourgeoisie à mettre la petite à la portion congrue, et, de ce fait, cette dernière entre en crise désespérée. L'équilibre parlementaire bourgeois voit sa base s'effondrer.

Mais ce n'est pas la force publique « normale » qui va dénouer le conflit, mais une force armée particulière, développée à des fins spécifiquement intérieures, de lutte contre le danger révolutionnaire. Cette force — la petite-bourgeoisie en armes — s'offre comme la seule voie de salut pour la grande bourgeoisie, mais elle va être terriblement coûteuse pour celle-ci. Les mercenaires manœuvrés par la grande bourgeoisie pour écraser le prolétariat comme classe organisée, ne se contentent pas de l'apparence du pouvoir ni de sa gestion temporaire. Ils s'en emparent totalement et ne sauvent la bourgeoisie qu'au prix d'une part de lion à son festin. Cependant, pour la bourgeoisie, le plus important n'est pas ce prix, car non seulement le fascisme la sauvait de la mort sociale, mais encore il servait puissamment ses buts économiques (élévation du taux de profit par la surexploitation prolétarienne, réappropriation des entreprises dénationalisées, ouverture au canon de marchés extérieurs). Le côté le plus négatif, du point de vue bourgeois, du pouvoir de ces « hommes armés », a tenu précisément à leur caractère non-bourgeois, à leur démesure d'aventuriers, ce qui vaut surtout pour Hitler et le nazisme, type parachevé du fascisme. L'antifascisme bourgeois se comprend essentiellement de ce point de vue.

On connaît les conflits qui opposèrent le parti nazi et l'armée allemande, résolu par un compromis scellé dans le sang de la Nuit des Longs Couteaux, où Hitler dut sacrifier sa principale garde prétorienne du moment pour sauver l'essentiel de son pouvoir, ce qui lui permit de reconstituer sa « force armée » particulière et de soumettre la « force publique ordinaire ».

Il est intéressant d'étudier les mécanismes de cette soumission qui a fait l'objet de nombreux ouvrages et qui éclate dans les *Directives de guerre de Hitler*. L'armée allemande fut finalement soumise à l'appareil nazi, et si la Deuxième Guerre mondiale fut bien celle de l'impérialisme allemand, sa direction — avec les désastres qu'elle entraîna pour l'Allemagne — était sans conteste celle du groupe hitlérien (*) et c'est cette direction qui interdit toute possibilité d'une paix de compromis entre impérialismes, et encore plus d'un renversement de front qui aurait été de l'intérêt historique de la bourgeoisie mondiale. L'échec du coup d'Etat de 1944 illustre à quel point l'armée allemande était jugulée par le nazisme.

Mais en Espagne, où c'est l'armée qui fut le fer de lance du fascisme, si l'Etat institué sur la destruction du mouvement ouvrier ressembla plus aux dictatures militaires traditionnelles et si, de ce fait, la bourgeoisie eut moins de problèmes de coexistence avec l'Etat d'hommes armés, la perpétuation de cet appareil coûteux et de sa « justification » par la permanence de son action d'asphyxie du mouvement ouvrier n'en ont pas moins fini par lui peser.

La différence entre ces deux formes de fascisme est bien comprise par les penseurs politiques de la bourgeoisie. Dans la mesure de ses moyens, la bourgeoisie évitera désormais une solution « hitlérienne » pour les dangers que repré-

(*) Il est saisissant de constater que la stratégie de la Deuxième Guerre mondiale fut le fait, pendant les premières années, de deux paranoïques incultes, Hitler et Staline, qui conduisaient la guerre dans la méfiance de leurs spécialistes militaires et en fonction de principes qui ne tenaient pas compte des conditions militaires autres que le nombre de combattants et de leur armement, et, bien entendu, encore moins des conditions géographiques (la mappemonde de Staline et sa volonté de défendre le moindre tracé des frontières) psychologiques, etc.

sente pour elle-même le recours aux condottières petit-bourgeois enragés. Mais l'affaiblissement des régimes bourgeois, les risques de la démocratie parlementaire (voir l'Italie) multiplient les conditions de « recours ultime » à l'armée pour assurer la totalité du pouvoir d'Etat, et cela dans le monde entier, des Etats bourgeois derniers-nés, enfants de vieux du système capitaliste jusqu'à l'impérialisme géant des Etats-Unis.

III - L'Afrique noire est le continent où sont nés les derniers Etats bourgeois. Que leur indépendance ait été « accordée » ou arrachée, ils sont nés sur la plus misérable des bases économique-sociales.

La colonisation de l'Afrique était une colonisation de pillage des ressources, et le pouvoir colonial une structure artificielle, administrative, parasitaire, plaquée sur les structures tribales qu'elle écrasait, déformait et corrompait sans permettre le véritable développement d'économies bourgeoises nationales, donc de classes bourgeoises nationales.

Si les Etats indépendants nouveau-nés commencèrent par se glisser dans la coquille vide de l'administration coloniale, une seule structure eut une continuité quasi totale : l'armée, dont la base était déjà autochtone. Elle ne fut la plupart du temps modifiée que par l'élévation à son sommet de cadres indigènes auparavant plus ou moins subalternes, instruits et conseillés pendant une période plus ou moins longue par des officiers métropolitains.

Les nécessités d'une accumulation primitive rapide — avec la brutalité, voire la férocité que cela suppose — dans des pseudo-nations sans bourgeoisie, entraîna le phénomène de formation d'une bureaucratie-bourgeoise, l'appareil d'Etat débile servant de centre d'accaparement en même temps que de corruption (en particulier de corruption par l'impérialisme). D'où la faiblesse extrême de ces Etats, et leurs crises.

Si l'Afrique noire est la zone du monde qui bat le record du nombre de dictatures militaires — seize à l'été 1975 — c'est à la fois que seule l'armée dresse une structure, qui fasse ossature au sein de ces Etats amorphes, et que seule elle peut imposer des mesures de rigueur, que ce soit de protection directe, terroriste, de l'accumulation primitive, ou de protection camouflée, bonapartiste, de la même accumulation.

Le seul Etat noir qui n'a pas connu la colonisation, l'Ethiopie, avait, lui, un Etat de structure de type féodal qui s'est affaibli au fur et à mesure que le capitalisme pénétrait le pays. Seule, là encore, l'armée a dû se transformer en structure relativement moderne, et, de ce fait, a fini par déséquilibrer l'Etat en sa faveur et l'a dévoré.

Dans ces pays, trop tard entrés dans l'arène capitaliste pour pouvoir s'y épanouir, où la bourgeoisie naissante est réduite pour l'essentiel à l'état de second rôle sur le fond de misère effroyable des masses (c'est le continent où l'on meurt le plus de faim) le soldat est un « privilégié » par le revenu et le statut social, et l'officier supérieur un instrument idéal pour la transmission de la politique impérialiste.

Cependant, cette supériorité de la « force publique » sur toutes les autres structures d'Etat n'est que relative. Les leviers du pouvoir ne permettent pas en eux-mêmes de résoudre les contradictions de l'économie néo-coloniale. Là où l'armée se confond avec l'Etat, les contradictions sociales finissent par s'exprimer — fût-ce de façon déformée — au sein de l'armée elle-même. Les armées africaines sont petites, les coups d'Etat y sont particulièrement faciles. Et le schéma qui tend le plus souvent à se reproduire (Dahomey, Congo...), c'est — qu'il y ait eu

avant ou non, renversement d'un régime civil mis en place par l'impérialisme — le coup d'Etat de militaires « progressistes » contre une dictature militaire ouvertement réactionnaire, sinon propulsée, du moins soutenue par un impérialisme ou l'autre. Ces régimes militaires bonapartistes — qui peuvent un temps semer des illusions dans les masses, et parfois jusque dans l'avant-garde (cf. *Afrique en lutte*, n° 1-2, « Abattre l'Etat néo-colonial », par C. Gabriel) — ne tardent pas à être voué eux-mêmes à tous les compromis néo-coloniaux, à l'exercice de la répression, et doivent à leur tour affronter les contradictions insolubles qui avaient été à la racine de leur coup d'Etat.

Malgré leur petite taille, ces armées restent hypertrophiques dans ces Etats miséreux, au prolétariat généralement limité, et où la paysannerie est rarement totalement intégrée à la production capitaliste. Ces Etats armés sont faibles. La stratégie révolutionnaire doit tenir compte de leur contradiction spécifique, et un de ses éléments doit peut-être être un certain investissement de l'armée.

IV. - L'Amérique latine était réputée, tout au long du XIX^e siècle et au début du XX^e siècle, le continent même des dictatures militaires. Toutefois, ces dictatures classiques étaient loin de couvrir la totalité du pouvoir réel. Elles manifestaient essentiellement la faiblesse de la bourgeoisie nationale, d'une part face à l'impérialisme, d'autre part face aux classes populaires, surtout paysannes, surexploitées, qu'elles avaient pour fonction de tenir en respect et de saigner périodiquement. Le général « mexicain » d'opérette, c'était, dans la réalité, le cadet de la famille bourgeoise qui jouait son rôle dans une division des tâches rigoureuse. Et les oppositions de groupes militaires n'étaient que l'expression armée de l'opposition de l'oligarchie liée à l'impérialisme avec la bourgeoisie nationale s'efforçant de défendre ses intérêts propres contre ceux du grand capital étranger. Les coups d'Etat jouaient alors le rôle d'instruments du repartage du profit entre les couches concurrentes de la bourgeoisie. Pendant toute cette période, la bourgeoisie nationale, put « exercer une pression sur l'impérialisme à l'aide de mobilisations de masses encadrées et soigneusement canalisées. Les régimes Cardenas au Mexique, Peron en Argentine, Vargas et Quadros au Brésil marquent le point le plus élevé auquel la bourgeoisie « nationale » latino-américaine a pu atteindre » (E. Mandel, « Impérialisme et bourgeoisie nationale en Amérique latine, in *Quatrième Internationale*, n° 46 de nov. 1970). Civils ou militaires, il s'agissait là de bonapartistes de plus en plus faibles, que les transformations économiques décrites dans l'article cité ci-dessus allaient rendre impossibles, comme l'échec de Peron consécutif à son retour au pouvoir l'a démontré brutalement une dernière fois.

Avec le développement de prolétariats puissants dans des pays de plus en plus nombreux de ce continent (Mexique, Argentine, Brésil, Chili, Colombie, Venezuela, etc.), si la vieille fonction de l'armée demeure, de nouvelles fonctions se sont trouvées lui être imparties, en même temps que la relative croissance de la petite-bourgeoisie nouvelle ouvrait à celle-ci, à son tour, la voie complémentaire du métier militaire.

Cette nouvelle situation est celle d'un profond affaiblissement de l'Etat bourgeois latino-américain. Là encore, mais par un mouvement inverse à celui auquel on assiste en Afrique, l'armée devient la seule structure à peu près intacte et solide de l'appareil d'Etat et, de ce fait, l'arbitre — corrompu — de la lutte de classes. Ce qu'exprime parfaitement Nelson Rockefeller, dans son rapport cité par E. Mandel : « Dans beaucoup de pays d'Amérique centrale et du Sud, l'armée est le groupelement politique le plus important dans la société. Les militaires sont des symboles de pouvoir, d'autorité et de souveraineté, ainsi que le foyer de la fierté nationale ».

Au moment où Mandel écrivait l'article cité, la venue au premier plan de l'armée dans l'Etat prenait la forme de ce qu'on appelait alors le « réformisme

militaire » et qu'il définissait comme la « dernière digue avant la *subversion castro-triste* ou *anarchiste* selon la ligne stratégique que l'impérialisme américain semble avoir adoptée depuis le rapport Rockefeller ». Et Mandel développait ainsi les traits principaux de ces nouveaux régimes : « l'attitude du « réformisme militaire » à l'égard du mouvement de masse doit être forcément différente de celle des dirigeants bonapartistes qui exprimaient les intérêts de la bourgeoisie industrielle « nationale » de jadis, à la Cardenas, Peron, Vargas. Les Cardenas, Peron, Vargas avaient intérêt à mobiliser les travailleurs, dans la mesure où ceux-ci travaillaient en majorité pour l'impérialisme et l'oligarchie, et où le prix immédiat à payer pour cette mobilisation serait effectué par ces forces et non par la bourgeoisie « nationale » (qui pouvait même espérer transformer une partie de ce prix, par la suite, à travers divers mécanismes économique-financiers, en fonds d'accumulation de l'industrie nationale). Les Velasco et leurs éventuels imitateurs en Argentine, au Brésil et ailleurs n'ont pas intérêt à effectuer une telle mobilisation, car le prix en serait payé avant tout par le secteur de l'industrie manufacturière où travaille maintenant la principale fraction du prolétariat. La fonction sociale essentielle des régimes de réformisme militaire n'est donc pas de *mobiliser* les masses en vue d'une modification des rapports de force avec l'impérialisme. Elle est, au contraire, de *contenir* le mouvement des masses, en association et avec l'appui de l'impérialisme, en lui offrant des réformes (une phraséologie vaguement anti-impérialiste et socialisante. La différence (entre ces différents régimes) réside dans la *forme* de la lutte contre les « dangers de subversion » : répression et terrorisme pur et simple dans le cas des gorilles; réformes, démagogie anti-impérialiste et répression « en sourdine » dans le cas du réformisme militaire. Mais la répression « en sourdine » peut se transformer en répression sanglante du jour au lendemain, dès que le mouvement de masse déborde les limites étroites que lui a assignées la dictature éclairée ».

La junte péruvienne pouvait alors être considérée comme le type pur de ce « réformisme militaire », en ce qu'elle parvenait par ses nationalisations et ses réformes agraires à intoxiquer et à duper quelque peu les masses ouvrières et paysannes et encore plus les milieux intellectuels « gauchisants ». Mais, déjà, la notion ne convenait guère à un régime comme celui du Brésil où le « coup d'Etat va permettre (...) de réduire de 55 % le salaire minimum de 1964 à 1974 », c'est-à-dire « une hausse vertigineuse du taux d'exploitation » qui est à la source du « miracle » économique brésilien (P. Salama, « Brésil, Argentine, Mexique, structure industrielle et problèmes conjoncturels » in *Inpécor*, n° 16/17).

Depuis, le contenu du « réformisme » s'est évaporé, et la montée révolutionnaire des masses en Bolivie, puis au Chili, a provoqué l'apparition d'un nouveau type de pouvoir militaire qui, sans avoir les caractéristiques sociales particulières du fascisme tel qu'il apparut en Italie et en Allemagne, joue son rôle fondamental d'écrasement impitoyable du mouvement ouvrier organisé. Comme l'on sait la manière dont le régime d'un Pinochet fut propulsé au pouvoir par la C.I.A. l'on voit que l'appréciation de Nelson Rockefeller visait beaucoup plus loin que le « réformisme militaire », mais tout simplement le pouvoir militaire comme instrument adéquat pour l'Amérique latine d'un nouveau néo-colonialisme, sur une base capitaliste plus développée, mais au profit essentiel des firmes multinationales.

Armée et police tendent, dans ce suprême degré de leur rôle répressif, à se fusionner pratiquement. L'Etat, dans le cas extrême du Chili, est entièrement dévoré par une « force publique » unifiée.

Auparavant, ce furent des troupes sud-américaines, éduquées, entraînées et, particulièrement encadrées par des spécialistes nord-américains, équipées d'un matériel monstrueusement sophistiqué, qui ont brisé le mouvement de guérilla rurale qui tentait de reproduire l'expérience cubaine (1). Les méthodes de lutte

(1) Cf. Pablo Torres, *Contre-insurrection et guerre révolutionnaire*, éd. de l'Herne.

contre la guérilla urbaine ont également atteint une terrible efficacité. La terreur du Talon de Fer est réalisée au Chili et s'étend dans les pays voisins. Mais à ce niveau de terrorisme, les moyens politico-militaires d'élimination de toute subversion deviennent totalement anti-économiques et supposent, par conséquent, un secours constant des grands impérialismes qui est contraire aux fins dernières de tout pouvoir capitaliste. C'est le talon d'Achille du Talon de Fer : l'écrasement *physique* de l'essentiel d'une classe ouvrière est incompatible avec la poursuite de la réalisation du profit, au moins pour la bourgeoisie nationale qui, au Chili, crie déjà, par la voix de la démocratie chrétienne, qu'elle n'avait pas voulu cela.

Il reste qu'à ce niveau de réalisation locale de la barbarie, une nouvelle stratégie révolutionnaire est à inventer. Ni en Bolivie, ni au Chili, le mouvement ouvrier n'a développé une politique décidée et énergique en direction de l'armée susceptible de la neutraliser, ou, tout au moins, de la diviser. Ni dans l'un, ni dans l'autre cas, il n'y a eu une politique acharnée d'armement du prolétariat, au moment de la montée révolutionnaire des masses. Les développements les plus récents de la lutte de classes en Amérique latine ont fini de prouver que l'expérience cubaine ne se reproduira plus. L'impérialisme, surpris à Cuba, est maintenant paré pour faire face à cette stratégie. Les leçons cubaines doivent, bien entendu, être intégrées au savoir militaire révolutionnaire, mais pour inventer un cheminement de la révolution qui surprenne l'adversaire comme l'ont fait toutes les révolutions qui ont vaincu jusqu'à ce jour.

V - A l'autre extrémité du monde capitaliste, la puissance gigantesque de l'impérialisme américain le protège-t-il de la prédominance de la « force publique » dans l'Etat? Il le semblerait à première vue. Un seul des présidents américains du XX^e siècle était un militaire : Eisenhower. Et comme les neuf autres qui l'ont précédé, de Washington à MacKinley, c'était un général auréolé de la gloire d'une guerre victorieuse achevée et pas plus que les autres un dictateur appuyé sur un appareil militaire. Cependant, c'est sous la présidence d'Eisenhower que s'est développé le maccarthysme et qu'Allen Dulles a mis les Etats-Unis à l'heure de la C.I.A. (créée d'ailleurs par le président démocrate Truman).

Bien plus que la détérioration du rapport des forces sociales à l'intérieur des Etats-Unis, c'est sa situation de super-puissance impérialiste qui va permettre à l'armée — le Pentagone — et à la C.I.A. de prendre une place de plus en plus importante dans le pouvoir politique américain.

On n'étudiera pas ici, pour les Etats-Unis (et pas davantage plus loin pour les Etats européens), la puissance économique autonome des armées (cf. à ce sujet, pour la France, les travaux de P. Naville), bien que ce soit là un facteur tout à fait essentiel de leur pouvoir politique : propriété de vastes zones de territoire, de bâtiments — dont des bâtiments à fins productives — contrôle direct ou indirect d'industries entières ou de secteurs industriels très importants, et ceci dans la mesure où c'est au niveau politique que cette puissance colossale se résout, c'est-à-dire où le pouvoir de décision réside. Cependant, il est à noter que, partout dans le monde, le pouvoir militaire est plus stable que le pouvoir politique, et qu'il jouit en cela d'une capacité de continuité — fût-ce dans l'oscillation — plus grande. La résolution du Comité exécutif de la IV^e Internationale de janvier 1975 (in *Inprecor*, n° 21), soulignait qu'un des mécanismes essentiels de l'impérialisme mondial avait été les dépenses d'armements, surtout aux Etats-Unis, et que « année après année, Washington a déversé des sommes colossales dans l'économie nationale et mondiale (c'est nous qui soulignons) pour armer et financer les forces militaires aux Etats-Unis et en dehors, et pour payer les intérêts toujours plus haut sur les dettes militaires accumulées ».

Si, confirmant l'analyse de Lénine, les Etats-Unis n'ont pu devenir un super-impérialisme, au sens économique du terme, leur situation de première puissance capitaliste du monde les ont obligés à devenir le « gendarme impérialiste » de la planète, relevant ici un impérialisme faible incapable de maintenir son joug sur une ancienne colonie (Vietnam), rétablissant là, des gouvernements réactionnaires menacés par la révolution (Guatemala, St-Domingue), fournissant ailleurs troupes, matériel et argent à des pouvoirs plus ou moins artificiels (Corée, Thaïlande), intervenant enfin un peu partout avec des mercenaires ou des troupes secrètes (Laos, Congo, Cuba) et entretenant des bases dans le monde entier. Dans l'exécution de ces tâches de répression mondiale, la permanence humaine des hommes du Pentagone et celle, à peine plus relative, de la C.I.A. donnait à ces « pouvoirs » un gros avantage sur l'administration civile, balancée entre les appareils démocrate et républicain, également incapables politiquement et matériellement de les contrôler, mais au contraire, manipulés par eux et parfois avec les moyens les plus grossiers.

Allen Dulles exprimait parfaitement cette « indépendance » de son secteur de la « force publique » (mais cela vaut tout autant pour le Pentagone), quand il précisait que la C.I.A. ne devait être « attachée elle-même à aucune politique particulière ». La signification réelle de ce mot, c'est que la C.I.A. (et le Pentagone) ont sans cesse tendu à se subordonner la politique étrangère des présidents et y ont, en général, réussi. Ces deux pôles de la force publique américaine, ont eu entre eux maints conflits surtout pour le partage de la manne budgétaire (comme d'ailleurs il y a maints conflits entre les trois armes de la force armée américaine), mais sur les questions essentielles, au cours des vingt dernières années, leurs objectifs politiques sont allés dans le même sens, et ils se sont épaulés face aux velléités de contestation de leur autonomie, de la part d'éléments du pouvoir politique, généralement isolés.

En ce qui concerne la C.I.A., en apparence, elle offre seulement des « moyens » au pouvoir officiel, et par les informations de son activité d'espionnage, et par ses capacités d'intervention secrète, allant jusqu'à la guerre subversive secrète, qui sont devenus l'essentiel de ses fonctions. Les possibilités gigantesques de ces moyens (de l'ordre de six milliards de dollars par an) et leur caractère en principe clandestin, sont un appât pour le pouvoir, auquel aucun n'a manqué de mordre. Mais en se servant de ce « pouvoir parallèle », le pouvoir officiel se mettait souvent à sa merci. Victor Marchetti et John D. Marks, dans leur ouvrage *La C.I.A. et le culte du renseignement* — auquel nous empruntons la plupart des informations sur ce sujet —, donnent des exemples nombreux de ces chocs en retour de l'activité « inavouée » de la C.I.A. (avons-espions sur l'U.R.S.S., la Chine, intervention des B-26 de la C.I.A. au Guatemala en 1960 contre l'insurrection locale qui menaçait les camps de départ contre Cuba, etc.).

L'exemple le plus caractéristique de la subordination de fait du pouvoir politique aux services secrets, est fourni par le fameux débarquement de la baie des Cochons. Saisissant est cet exemple, puisque le fait se produit peu de temps après le retour des démocrates au pouvoir avec John Kennedy, en 1960, élu sur un programme politique de tournant et de fin définitive de la guerre froide. A peine est-il installé à la Maison-Blanche qu'il *doit* accepter l'opération de débarquement préparée par la C.I.A. sur la base d'une ligne politique complètement opposée à la sienne. Il se voit obligé de cautionner l'opération en se bornant à limiter l'engagement ouvert des Etats-Unis (refus d'engager l'aviation américaine pour couvrir les envahisseurs). Bien que l'échec de l'aventure ait accru sa méfiance à l'égard de l'état-major de la guerre secrète, il ne fut pas moins entraîné à le suivre de nouveau dans l'affaire des fusées de Cuba — quoique, dans cette affaire, où il apparaissait comme en état de défense, il put régler le problème au profit du statu-quo des rapports U.R.S.S.-U.S.A. — et, surtout, dans l'engagement

total des forces américaines en Indochine sur la base d'échecs accumulés déjà en assez grand nombre, en particulier au Laos où il permit à la C.I.A. de lever et d'entretenir sa propre armée de 36 000 hommes.

Cependant, cette docilité du président démocrate ne suffisait pas aux dirigeants des services secrets, et il semble bien que ce soit eux qui aient organisé son assassinat (ce serait l'avis de Johnson, d'après Marchetti et Marks, note p. 177) parce qu'il dressait encore trop d'obstacles devant leur politique, et, en particulier, du fait de son refus d'autoriser l'assassinat de Castro (ce qui expliquerait assez bien pourquoi l'assassin « officiel », Lee Oswald, fut choisi pour son apparent castrisme). La vérification de ce fait — dont la haute probabilité est attestée par les invraisemblances du rapport Warren et la mort rapide de tous les témoins de faits contradictoires avec les conclusions de ce rapport, à commencer par celles de Lee Oswald lui-même et de l'assassin de Lee Oswald — donnerait une exacte mesure de la puissance de ce « gouvernement invisible » (titre d'une œuvre de D. Wise du *New York Herald Tribune* et de T. Ross, du *Chicago Sun-Times*). En tout cas, s'il est exact que Kennedy tenait à respecter le contrat conclu avec Khroutchchev au terme de l'« affaire des fusées de Cuba », selon lequel, en échange du retrait des fusées, il n'y aurait plus de tentative d'invasion de l'île, le fait est qu'après la mort de J. Kennedy, ces tentatives continuèrent jusqu'à la fin des années 60, quoique avec des moyens plus limités qu'auparavant puisque nécessairement limités aux ressources non-officielles.

Tout au long de la guerre du Vietnam, le pouvoir de la « force publique » américaine ne cessa de croître et de devenir autonome. Faut-il rappeler que c'est aussi au lendemain de la mort de J. Kennedy que, sur une provocation soigneusement organisée pour tromper l'opinion américaine, furent commencés les bombardements du Nord Vietnam et que l'engagement des troupes américaines au Sud-Vietnam devint total. Autre tentative de sortir par l'escalade des U.S.A. du bourbier de la guerre du Vietnam, l'extension de la guerre au Cambodge, précédée du renversement de Sihanouk, fut encore une initiative clandestine dictée au pouvoir par le Pentagone et la C.I.A. Enfin, l'on se souvient que la C.I.A. maintint son armée secrète de mercenaires au Laos au delà des accords de Paris.

Ce sont les prémisses de la défaite militaire en Indochine et cette défaite elle-même qui ont permis les mises en cause et procès des faucons du Pentagone et de la C.I.A. (et l'éviction de Nixon du pouvoir n'est peut-être en fait qu'un sous-produit de cette défaite et du prix que doivent en payer les plus ouvertement compromis). C'est un résultat indirect appréciable de la victoire révolutionnaire que le recul qui en découle pour la C.I.A. et le Pentagone. Cependant — et même si cette conséquence permet à certains individus et groupes politiques d'aller au delà des objectifs de ceux qui orchestrent l'opération « boucs émissaires » — il serait dangereux de croire que ces manifestations spectaculaires de la « démocratie américaine » peuvent remettre sérieusement en cause la marche vers le pouvoir de l'aigle à deux têtes de la « force publique ». La C.I.A. garde ses moyens clandestins. Et il est remarquable qu'alors qu'elle est aujourd'hui dénoncée pour ses opérations du Sud-Est asiatique et d'Amérique latine (en particulier du Chili, où le résultat lève le cœur bien au delà de la sphère du mouvement ouvrier), elle n'en est pas moins en train d'agir en Angola avec ses méthodes habituelles (main dans la marionnette du F.N.L.A.) et son agent en Thaïlande, Anderson, organise encore des maquis noirs au Cambodge (*France-Soir* du 2-8-1975), sans parler de son activité non dévoilée encore au Portugal où Ford regrette ouvertement que les Etats-Unis ne puissent pas intervenir directement pour éviter la révolution.

Seul le prolétariat américain a la force et les mobiles profonds qu'il faut pour détruire complètement ce monstre impérialiste qui étend ses griffes sur le monde entier. Les grandes luttes de classes qui sont inscrites dans l'avenir des Etats-Unis

Cette
armée
qui
dévore
l'Etat

verront, face au prolétariat et à ses alliés, pour défendre la plus puissante bourgeoisie mondiale, probablement — sans doute — des bandes armées spécifiques de type SA/SS, dont les embryons existent déjà, mais certainement pas dans l'opposition relative à l'armée qui eut lieu tout d'abord en Italie et surtout en Allemagne, mais beaucoup plus sûrement, à la manière espagnole, dominées et dirigées par les états-majors des forces armées, c'est-à-dire, ici, par les gens du Pentagone et de la C.I.A. dont l'idéologie est déjà complètement fasciste ainsi que leur pratique propre à l'étranger.

Ceci ne signifie pas, cependant, qu'il faille considérer toute l'armée américaine comme une force uniformément réactionnaire. On ne gagnerait rien — au contraire — à se cacher que la victoire de la révolution indochinoise a été grandement facilitée par la décomposition de la base de l'armée américaine. Même les soldats de métier (qu'il faut d'ailleurs distinguer des purs et simples mercenaires, tels les « affreux » ou les « contractuels » de la C.I.A., qui ne peuvent jamais former que des troupes limitées en nombre), parce que leurs « buts » — matériels et idéologiques — sont peu solides, fragiles, face à l'énergie et à la décision révolutionnaire, sont une matière peu sûre dans les grands affrontements de classes, et d'autant plus qu'ils ne sont pas opposés à un peuple étranger, inconnu, incompris et donc méprisé, mais à des compatriotes.

Il faut se souvenir qu'il fallut aux Etats-Unis, après la guerre de Corée, des années — une dizaine, en fait — avant que l'engagement total au Vietnam devienne possible, et encore, en jouant la défensive. Le pouvoir dut procéder graduellement, presque imperceptiblement, ce qui fut aussi un facteur de la défaite. La défaite au Vietnam — dont il est bon de souligner que c'est la première défaite militaire de toute l'histoire des Etats-Unis — traumatisera beaucoup plus sérieusement et plus durablement l'ensemble de la population des Etats-Unis et — malgré les menaces d'agression atomique faites à la Corée du Nord, qui sont, en fait, une réaction de faiblesse — ce traumatisme, avec la réaction de repli qu'il entraîne toujours, est un atout pour les prochaines révolutions. Pour un temps, les débarquements de *marines* seront très difficiles à faire admettre.

Quant au corps des officiers, même une grande homogénéité sociale — qui n'existe plus que rarement — n'assure pas son homogénéité de comportement. Il faut le répéter: aucun groupe humain ne peut mener longtemps une lutte dure sans valeurs solides, et les valeurs bourgeoises s'effritent d'autant plus que la lutte révolutionnaire prend de vastes dimensions. Le déterminisme de classe, y compris dans ses conséquences les pires, joue toujours pour la majorité, mais l'importance des minorités qui peuvent y échapper en période révolutionnaire n'est en rien mécaniquement déterminée; elle dépend dans une grande mesure de l'activité de la classe révolutionnaire, et de son avant-garde consciente et organisée. Il est encourageant de constater qu'aux Etats-Unis, la cause de l'U.R.S.S., pourtant si répulsive, a trouvé jusque dans les organismes les plus sévèrement sélectionnés pour la lutte anticommuniste, des agents dévoués et désintéressés — les plus efficaces des « espions » —, et cela parce que cette cause était assimilée par ces hommes et femmes à celle du socialisme. On peut, à cela, mesurer combien la cause du socialisme véritable est susceptible d'entraîner de membres de la classe ennemie.

Aussi faible qu'en soit l'indice, il est encourageant de lire un certain nombre des écrits de dénonciation actuelle de la C.I.A. et du Pentagone, en cela qu'ils montrent que même au sein de ces citadelles de la réaction impérialiste peuvent exister des consciences mystifiées susceptibles de sursaut devant des monstruosités comme le pouvoir d'un Pinochet. Notre mépris pour la tartufferie démocratique yankee ne doit pas nous cacher ce que d'authentiques traditions démocratiques peuvent recéler encore comme potentiel de force subversive qui s'accroîtront à mesure que la lutte du prolétariat lui donnera une assise.

Le chemin de la révolution américaine passe donc par un travail subversif acharné au sein de l'armée américaine. Sans ce travail préalable, les premiers temps de la révolution aux Etats-Unis peuvent être gravement menacés du fait des moyens matériels et humains gigantesques de la « force publique ». Le climat de la défaite indochinoise et la réflexion qu'elle est susceptible d'entraîner est un excellent climat pour engager un tel travail, dont les perspectives peuvent aller au delà de tout espoir.

VI - En France, l'armée actuelle a, derrière elle, deux cuisantes défaites qui pèsent lourd sur son conditionnement : celle du Vietnam, scellée à Dien Bien Phu, et celle d'Algérie. Comme toutes les armées vaincues, la française a cherché à expliquer sa double défaite par la trahison : pour le Vietnam, trahison des politiciens de la IV^e République (ce qui permet à de Gaulle de se rallier l'armée en 1958), pour l'Algérie, trahison gaulliste (ce qui sépara — non sans séquelles — le corps des officiers en deux clans). La part d'exactitude de ce schéma, c'est que ces sales guerres ont effectivement manifesté la décomposition de la démocratie bourgeoise doublée de la veulerie du mouvement ouvrier social-démocrate et stalinien, et que c'est leur refus commun de la décolonisation qui a permis le coup d'Etat de De Gaulle. Et celui-ci n'a pu ensuite éviter un désastre comparable au vietnamien en Algérie — et d'autres semblables en Afrique noire — que parce qu'en tant que bonaparte, d'une part il avait un crédit à user sur les fronts de classes opposés et que d'autre part, il put donner quelques compensations à l'armée.

La principale de ces compensations, c'est l'armement nucléaire autonome de la France. Mais elle n'intéresse qu'une partie du corps des officiers et comporte aussi ses propres éléments de malaise. En effet, cet armement n'arrache en rien, en lui-même, la France à sa situation d'impérialisme secondaire. La tentative de faire de la France le fer de lance atomique et le bouclier de l'Europe, à partir d'un simple rapport de forces politiques artificiel, s'est effondrée dans l'affrontement des forces réelles, et d'abord économiques, et avec elle le mirage d'une armée française dominant l'appareil militaire d'une Europe indépendante des U.S.A. et maîtresse de sa stratégie.

L'arsenal nucléaire français n'est qu'un armement défensif, maigrement dissuasif en cas de conflagration mondiale. De Gaulle disparu, tout conduit la France à reprendre sa place subordonnée parmi les puissances de l'O.T.A.N., quelles que soient les coquetteries de sa situation juridique à l'égard de cet état-major tout-puissant de l'impérialisme mondial. On comprend que cela n'offre rien d'exaltant pour une part importante du corps des officiers réduits, dans le meilleur des cas, à être des sentinelles de la coexistence pacifique, en attendant de devenir une cible privilégiée de la guerre nucléaire.

L'autre volet de la politique militaire française s'ouvre sur le front intérieur. L'armée « dernier recours de la démocratie », comme disait un quelconque ministre. La perspective d'en découvrir avec le fauteur fondamental des défaites, le prolétariat français, n'est, à coup sûr, pas pour déplaire aux baroudeurs aigris qui attendent, en s'entretenant les muscles au Bois de Boulogne. Pour eux aussi, 1968 est une date, celle de la réconciliation De Gaulle-Massu dans cette perspective. Giscard l'a rafraîchie avec cette provocation de faire de Bigeard une espèce de ministre. Mais les baroudeurs ne sont pas tout le corps des officiers. En France non plus tous les militaires de carrière ne sont pas prêts à se changer en supplétifs de police, et surtout pas si le combat est trop douteux. Les officiers, peu suspects de sympathies gauchistes, qu'interviewa *Frontière* en septembre 73 (juste avant le putsch chilien), manifestaient beaucoup de trouble et d'hésitation. Et l'essentiel, pour eux, est l'attitude qu'aura le contingent.

Or le contingent qui, déjà, avait enrayeré, en Algérie, le coup d'Etat des généraux, s'est trouvé engagé dans le mouvement de mise en procès de toutes les institutions et de toutes les valeurs bourgeoises. L'on peut dire qu'avec l'appel des Cent et les manifestations de Draguignan, Karlsruhe, etc., les appelés français ont montré le plus haut niveau de conscience politique jamais atteint chez nous depuis la mutinerie de 1917. Ce mouvement de masse sans précédent dans sa nature, montre que, désormais, le temps est révolu où l'on pourra faire tirer les appelés sur les travailleurs. Un tel mouvement n'est pas allé sans choc en retour sur le corps des officiers. Et cette évolution annonce l'avenir de toutes les années de conscription.

C'est pourquoi le problème des armées de métier se repose un peu partout. Il serait dangereux de croire que le prix à payer pour de telles armées de métier puisse être un facteur qui fasse reculer devant sa constitution, puisqu'en définitive elles seules peuvent présenter un certain degré de garantie pour les bourgeoisies sur le front intérieur. Une telle évolution peut d'ailleurs être considérée comme étant bien engagée, puisque la moitié de la « force publique » française est déjà professionnelle. C'est le projet stratégique d'une guerre étrangère qui exige le maintien d'une armée de conscription, mais ainsi les deux fins de l'armée entrent tactiquement en contradiction : l'existence du contingent est un sabre de Prud'homme, aussi apte à servir la « patrie » qu'à la subvertir.

Dans l'accentuation de la lutte des classes, la conjonction « force publique » professionnelle et bandes armées tendra à se faire plus étroite (comme c'est le cas dans divers pays d'Amérique latine). Autant il est improbable que les conditions de « besoin du fascisme » par la bourgeoisie entraîne une répétition des formes qu'il prit en Italie et en Allemagne, autant la forme « espagnole » a des chances de se développer, c'est-à-dire la coordination des corps professionnels, des polices et des bandes parallèles supplétives. Le point le plus faible de cette « force publique » globale de professionnels est le corps des officiers dans la mesure où :

1°) Plus sa place devient prédominante dans les structures de l'Etat, plus des éléments, nombreux en son sein, sont amenés à rechercher des solutions aux problèmes sociaux posés, et cela dans une *relative* indépendance par rapport aux secteurs « productifs » de la bourgeoisie.

2°) Cette indépendance relative est fonction de sa composition sociale. Traditionnellement, le corps des officiers se recrutait par des mécanismes de caste très puissants, à la fois dans les couches de l'ancienne aristocratie et dans la bourgeoisie moyenne, surtout provinciale. La modernisation des armées crée un secteur d'officiers techniciens d'origine souvent plus petite-bourgeoise. Le chômage aidant, un tel recrutement peut se développer.

VII - La méfiance de la bourgeoisie à l'égard des spécialistes de la « force publique » a une cause générale valable : le recours d'une classe dominante à des castes « nécessaires » est toujours potentiellement dangereux. Religieuse ou militaire, la caste accroît ses exigences à la mesure du besoin que l'on a d'elle. Et il est plus d'un exemple dans l'histoire d'une caste qui passe en tout, ou en grande partie, d'une classe dominante à la suivante (ainsi du fameux « passage des barbares », c'est-à-dire à la féodalité, de l'Eglise chrétienne dans la débâcle du monde antique). La variante « barbarie » de l'alternative historique ouverte devant l'humanité suppose toujours un pouvoir direct d'hommes armés, militaire-policier. La définition même des castes les distingue des classes en ce qu'elles ne sont pas le produit direct et *nécessaire* d'un mode de production donné. Leur dépendance à la classe dominante est indirecte, *parasitaire*. C'est pourquoi la

crise sociale d'une classe dominante a des effets non équivoques sur les castes qui en dépendent historiquement.

Le prodigieux renversement des valeurs qu'entraîne une situation révolutionnaire est toujours beaucoup plus ressenti dans les castes dépendantes de la classe dominante que dans celle-ci directement. La caste religieuse est de beaucoup la plus sensible ; cela est net non seulement dans la montée de la révolution bourgeoise française, mais aussi dans la période actuelle. La caste militaire est moins sensible, et cela se comprend puisque son rôle n'est pas idéologique mais, précisément, d'être le bras armé de la contre-révolution. Cependant, l'histoire montre aussi de nombreux exemples de membres de la caste militaire qui passe à l'ennemi, des chevaliers qui embrassèrent la cause des jacques ou de la guerre des paysans, aux riches militaires qui embrassèrent la cause bourgeoise (La Fayette...).

Dans les révolutions prolétariennes du passé, très petite fut la proportion d'officiers qui se rallièrent à la révolution *avant* son succès. Mais, par rapport à ces révolutions, le grand changement est aujourd'hui celui du rapport des forces à l'échelle mondiale qui n'a pas été un des axes de la discussion du X^e Congrès mondial de la IV^e Internationale par un vain goût d'abstraction mais en raison des implications considérable de ce processus. Dans la lutte contre la révolution dans le monde, les valeurs bourgeoises s'effritent et leurs perspectives historiques fondent. De ce point de vue, l'événement historique le plus important depuis la Deuxième Guerre mondiale, est bien la révolution vietnamienne. En effet, le génie militaire incontestable de Mao Tsé-tung s'était exercé contre des armées importantes mais divisées, corrompues, mal commandées, avec, comme base arrière, un régime complètement pourri. Les défaites françaises du Vietnam et d'Algérie étaient remportées contre un impérialisme faible, empêché, dans le premier cas, d'utiliser son armée de conscription de par la force du mouvement ouvrier encore pénétré de l'esprit antifasciste de la Résistance, dans le second cas, paralysé par une véritable résistance passive des masses dans la métropole malgré les défaites subies de 1917 à 1953, puis en 1958. Dans la seconde guerre du Vietnam, au contraire, il s'agissait de la plus grande puissance mondiale que ses handicaps, indiqués plus haut, n'empêchaient pas de disposer de moyens gigantesques et d'une approbation très majoritaire de l'« opinion publique » quant à la nécessité de « stopper le communisme ». Que, dans ce cas aussi, les troupes de l'agression se soient décomposées est la preuve définitive qu'aucun pays impérialiste ne pourra faire une guerre contre-révolutionnaire avec des non-professionnels, sans que se produise une telle décomposition, si l'intervention n'est pas immédiatement victorieuse. Et, par ailleurs les professionnels ne peuvent jamais être assez nombreux s'il s'agit d'un mouvement soutenu par les masses. Reste donc la ressource des moyens maximums, c'est-à-dire les armes de destruction massive, et surtout l'usage de l'arme nucléaire. Mais celle-ci pose quantité d'autres problèmes qu'il serait trop long de traiter ici.

La décomposition des troupes impérialistes n'est, en dernier ressort, que la conséquence de la formidable énergie révolutionnaire qu'elles se sont vues opposer. Bien entendu, là encore, la caste militaire américaine expliquera cette première défaite de son histoire par la trahison des politiques, et l'esprit fasciste des « faucons » en sera renforcé. Mais le développement de l'histoire continue et continuera de mettre à mal les théories simplistes jusqu'au manichéisme qui ont cimenté l'opinion américaine, ouvrière compris, derrière ses politiques impérialistes. Une défense de la liberté qui exige des massacres de population civile, les bombardements de villes, l'ouverture de camps de la mort comme celui de Poulc Condore, les défoliants répandus par milliers de tonnes, etc., ne peut et pourra de moins en moins être admise comme allant de soi, non seulement par les masses travailleuses, mais

Cette
armée
qui
dévore
l'Etat

par ceux qui se sont traumatisés à sa pratique, y compris, donc par un nombre important d'officiers.

Le mufle hideux du stalinisme est le dernier — et combien efficace — repoussoir à des milliers et des milliers d'éléments de la classe dominante qui sont amenés à mettre en doute la valeur des buts de vie offerts par la bourgeoisie. Mais parmi ces milliers d'éléments « pensants » de la classe ennemie, un grand nombre d'officiers figurent qui, au travers de l'expérience des guerres coloniales, s'avisent que révolution et système bureaucratique ne coïncident pas nécessairement. Une telle expérience est la base du surgissement et de l'évolution de l'actuelle gauche et extrême-gauche du M.F.A. portugais.

Avant tous les autres de ces « meilleurs éléments de la classe bourgeoise » dont Marx prévoyait l'inéluctabilité du passage au prolétariat, ce sont des officiers qui voient se poser pour eux le dilemme historique fondamental : défendre l'ordre qui meurt ou passer à l'ordre qui naît. Et ceci dans une forme très concrète : devenir un de ces bourreaux dont les masses du monde entier prononcent le nom avec haine et mépris : Thieu, Pinochet, Lon Nol, Banzer, etc., ou devenir un héros de ces mêmes masses : un Giap, un « Che ». Certes, encore aujourd'hui, il peut sembler à beaucoup que des voies intermédiaires restent ouvertes. Mais à supposer même qu'ils n'en voient pas bien les limites sociales, les voies de Nasser, ou des militaires péruviens ne s'offrent pas comme royales. Et par ailleurs, au delà de la complexité des situations historiques spécifiques, les verdicts s'accroissent : fragilité des dictatures militaires, incapacité où elles sont à résoudre les problèmes économiques qu'ils étaient appelés à régler grâce à l'ordre armé, sans parler des chutes ignominieuses dont le rythme s'accroît. L'Afrique a seize régimes militaires, mais ils sont le résultat de vingt-neuf coups d'Etat. Et l'expérience grecque récente fait sans doute plus penser les officiers français que nous-mêmes. tandis qu'inversement aucun Etat ouvrier jusqu'ici édifié n'a pu être abattu ; même pas ce fragile Etat cubain dans son île étroite, sous les canons du géant impérialiste. Il est vrai que, de Toukhachevski à Lin Piao, le sort des militaires socialistes n'est guère engageant. Qu'un seul Etat échappe à la bureaucratisation et la période sera changée.

La sophistication des moyens de la guerre moderne et leur terrible puissance n'empêche pas — le Vietnam le prouve, et le Cambodge —, la victoire de la révolution, mais il est certain qu'ils la rendent plus difficile, plus coûteuse en sang et en souffrance. En conséquence, et plus que jamais, la neutralisation de la « force publique » est un objectif central du processus révolutionnaire qui, dans son aspect principal consiste à obtenir l'armement des masses. Les conditions de cette neutralisation comme étape de sa destruction en tant qu'« armement de la minorité » dépendent, dans chaque cas, de la structure de l'armée. L'existence d'une armée de conscription est un élément très favorable, surtout dans un pays à haute densité prolétarienne. Mais il serait simpliste, voire spontanéiste, de se contenter de l'influence et de la liaison du mouvement ouvrier dans et avec le contingent pour se préparer aux échéances. L'exploitation méthodique de la crise des valeurs bourgeoises dans les questions qui touchent à l'armée est essentielle pour préparer une situation qui interdise le plein jeu contre-révolutionnaire de la « force publique ». L'importance « dévorante » de cette structure d'Etat, implique une priorité renforcée à donner à sa destruction.

Michel LEQUENNE

Cette armée
qui dévore
l'Etat